



Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques
et des Installations Classées
JPV

ARRETE

du 13 février 2016 portant
mise en demeure à la Société TRITER de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral
du 11 avril 2007 modifié s'agissant de l'achèvement des mesures de remise en état de sa
carrière de ASPACH le BAS dans le cadre de sa cessation d'activité, au titre du code de
l'environnement

Le Préfet du Haut-Rhin

*Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- VU** l'arrêté préfectoral n°990755 du 22 avril 1999 portant autorisation d'exploiter une carrière à Aspach le Bas pour 15 ans,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2007-102-40 du 11 avril 2007 portant prescriptions complémentaires et codificatif des prescriptions pour la poursuite d'exploitation de la carrière,
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 août 2015 portant prescriptions complémentaires s'agissant des travaux pour la remise en état de la carrière,
- VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT les éléments fournis par l'exploitant dans son courrier au préfet du 14 décembre 2015 sollicitant un délai complémentaire pour :

- procéder au démontage de la drague flottante située sur la carrière,
- remettre en état les mares profondes,
- faire les relevés géomètres,

CONSIDÉRANT que ces éléments traduisent du fait que la remise en état finale du site n'est pas achevée,

CONSIDÉRANT par ailleurs les informations complémentaires verbales fournies par l'exploitant à l'inspection le 18 janvier 2016, à savoir :

- les aménagements du site et notamment ceux inhérents à la biodiversité seront totalement achevés fin janvier 2016,
- l'enlèvement de la drague flottante n'est prévu qu'au cours du mois de février 2016,

CONSIDÉRANT que les échéances de la remise en état du site imposées à l'article 30 de l'arrêté du 11 avril 2007 complété susvisé qui sont :

- réalisation de divers travaux de remise en état au plus tard le 30 septembre 2015,
 - enlèvement total des matériels et équipements dont la drague flottante, au plus tard le 31 octobre 2015,
 - remise en état finale au plus tard le 30 novembre 2015,
- ne sont pas respectées,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

Article 1er :

L'exploitant de la Sté TRITER, dont le siège social est 29 rue des Genêts – 68700 ASPACH le HAUT, est mis en demeure de respecter les prescriptions de l'article 30 de l'arrêté préfectoral n°2007-102-40 du 11 avril 2007 complété susvisé, reprises ci-après à l'article suivant, dans les délais impartis à cet article, et qui s'appliquent aux installations de carrière exploitées à ASPACH le BAS aux lieux-dits « *Lumpendeschen et Ochsenfeld* ».

Article 2 : Au plus tard le 29 février 2016 conformément aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 complété susvisé, s'agissant des travaux de remise en état du site:

«L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son exploitation.

La remise en état est conduite et réalisée dans le respect des prescriptions suivantes : mise en sécurité, nettoyage, insertion paysagère, compte tenu de la vocation ultérieure du site en zone naturelle (plan d'eau à vocation de pêche, avec reconstitution de divers milieux favorables à la faune et à la flore) et :

- *selon les aménagements (...) définis ci après,*
- *et conformément au plan de remise en état et schémas des profils annexés au (...)arrêté de prescriptions complémentaires :*

Localisation sur le site		conditions de remise en état
Site en général		Mise en sécurité. Nettoyage du site. Enlèvement du site des petits équipement et des matériels.
Talus et berge Nord	Extrémité Ouest	Banquette à la cote 304/305 mNGF : - pas de merlon, - banquette recouverte de stérile de découverte/terre et végétalisée. Talus avec une pente d'au moins 45°. Talus recouvert de stérile de découverte/terre et végétalisé. Trou en eau de récupération des eaux de ruissellement. Pose d'une canalisation entre le trou en eau et le plan d'eau, sous le chemin de bord de plan d'eau. Chemin à sec de bordure de plan d'eau. Terrains de bord de plan d'eau : - pour partie à l'état graveleux, - pour partie végétalisé. Tracé de la berge sinueux.
	Partie médiane	Banquette à la cote 305 mNGF vers l'Ouest jusque 301 mNGF vers l'Est : - pas de merlon, - banquette recouverte de stérile de découverte/terre et végétalisée. Talus avec une pente profilée selon différentes pentes (45°, et de 30° à 20°). Talus recouvert de stérile de découverte/terre et végétalisé. Chemin à sec de bordure de plan d'eau. Terrains de bord de plan d'eau : - pour partie à l'état graveleux, - pour partie végétalisés. Réalisation d'une berge à pêcheur sur environ 150 m linéaire. Tracé de la berge sinueux.
	Extrémité Est	Banquette à la cote 301 mNGF : - pas de merlon, - banquette recouverte de stérile de découverte/terre et végétalisée. Pas de talus. Terrains de bord de plan d'eau : - pour partie (essentiellement Sud) : sol recouvert de stérile de découverte/terre et végétalisé, - pour partie (essentiellement Nord) : conservation d'un état graveleux.
Bordure et berge Est	Polygone de terrains [C1, E1, F1, G1] entre : - la route à l'Est, - le périmètre de la zone d'extraction à l'Ouest	Enlèvement de tout matériel et équipement. Régalaage des sols à la cote 300/301 mNGF et conservation d'un état graveleux.

	<p>Partie Nord, dans le périmètre de la zone d'extraction</p>	<p>Terrain à la cote 300/301 mNGF.</p> <p>Conservation d'un état graveleux de la partie à sec avec aménagement de :</p> <ul style="list-style-type: none">- une mare pérenne, mais déconnectée du plan d'eau de la carrière et séparée de celui-ci par un merlon de 0,50 m de hauteur,- un cortège de flaques et mares peu profondes de 6-10 m², de faible profondeur (5/15 cm), déconnectées du plan d'eau de la carrière et protégées par un merlon de 0,50 m de hauteur. <p>Mise en place d'hibernaculum et tas de galets à proximité de ces flaques/mares et sur la zone graveleuse.</p> <p>Raccordement des terrains en pente douce avec le plan d'eau avec création d'une zone de Hauts-fonds en angle Nord-Est du plan d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none">- pente de 1/10,- à la cote 299 mNGF,- superficie : 200 m² (10 m sur 20 m).	
	<p>Partie médiane, dans le périmètre de la zone d'extraction</p>	<p>Début de la presqu'île d'entrée dans le plan d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none">- terrains à sec, à la cote 300,50/301 mNGF,- chemin central,- raccordement des terrains en pente douce avec le plan d'eau.	
	<p>Partie Sud, dans le périmètre de la zone d'extraction</p>	<p>Banquette à l'état graveleux à la cote 301 mNGF.</p> <p>Raccordement en pente douce au plan d'eau avec :</p> <ul style="list-style-type: none">- préservation de la saulaie sur l'angle Nord/Est du plan d'eau,- création d'une mare profonde, déconnectée du plan d'eau et protégée par un merlon de 0,50 m de hauteur,- régilage de terre de découverte et végétale en bordure du plan d'eau.- création d'une zone de hauts-fonds en angle Sud-Est :<ul style="list-style-type: none">• pente de 1/10,• à la cote 299 mNGF,• superficie : 550 m².	
Talus et berge Sud		<p>Banquette plane à la cote du terrain naturel extérieur au périmètre de la carrière</p> <p>Talus de raccordement de pente d'au moins 45°.</p> <p>Pente douce de raccordement du bas de talus au plan d'eau.</p> <p>Préservation de la saulaie développée sur la berge.</p>	<p>Partie Ouest</p> <p>Partie médiane</p>
		<p>Banquette plane à la cote du terrain naturel (vers 302 mNGF) .</p> <p>Talus de raccordement de pente d'au moins 45 ° avec recouvrement de stérile de découverte/terre .</p> <p>Pente douce de raccordement du bas de talus au plan d'eau.</p>	<p>Partie Est</p>

Talus et berge Ouest		<p>Banquette plane à la cote 305/306 mNGF à l'état de grave naturelle et chemin de circulation.</p> <p>Éventuellement maintien d'un petit merlon à l'état graveleux, en bordure limite Ouest, pour éviter le ruissellement direct d'eaux pluviales de ruissellement dans la carrière.</p> <p>Création d'un fossé de récupération des eaux pluviales de ruissellement.</p> <p>Talus de raccordement de pente d'au moins 45 ° restant à l'état graveleux.</p> <p>Pente douce de raccordement du bas de talus au plan d'eau.</p> <p>Berge sinueuse de bord de plan d'eau.</p>
Aménagements dans le plan d'eau	presqu'île Ouest accrochée en berge Nord	<p>Zone de hauts-fonds :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à la cote 299 mNGF • superficie : 900 m² <p>puis un îlot à l'état graveleux à la cote 300/302 mNGF d'environ 800 m² avec berges périphériques en pente douce.</p> <p>Pente douce de raccordement au plan d'eau.</p> <p>Berge sinueuse de bord de plan d'eau.</p>
	presqu'île médiane accrochée en berge Nord	<p>Zone de hauts-fonds :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à la cote 299 mNGF, • superficie : 300 m². <p>puis un îlot à l'état graveleux modelé à la cote 300/301 mNGF d'environ 800 m² avec berges périphériques en pente douce.</p> <p>Pente douce de raccordement de l'îlot au plan d'eau.</p> <p>Berge sinueuse de bord de plan d'eau.</p>
	Partie Nord-Est du plan d'eau (secteur des anciens bassins de décantation)	Zone humide laissée en état
	presqu'île Est accrochée en berge Est	<p>Presqu'île à la cote 300/300,50 mNGF avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plate-forme principale à la cote 300,50 mNGF - plate-forme secondaire à la cote 300 mNGF, éloignées de la berge. <p>Sur la plate-forme principale : cortège de mares de 6 à 10 m² de faible profondeur (5/15 cm) déconnectées du plan d'eau et protégées des berges par des merlons de 0,50 m de hauteur, restant à l'état graveleux.</p> <p>Pente douce de raccordement de la plate-forme au plan d'eau.</p> <p>Berge sinueuse de bord de plan d'eau.</p>

».

Article 3 : Au plus tard le 29 février 2016 conformément aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 complété susvisé, s'agissant des travaux de remise en état du site:

« L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son exploitation.

La remise en état est conduite et réalisée dans le respect des prescriptions suivantes : mise en sécurité, nettoyage, insertion paysagère, compte tenu de la vocation ultérieure du site en zone naturelle (plan d'eau à vocation de pêche, avec reconstitution de divers milieux favorables à la faune et à la flore) et :

- selon les aménagements (...) définis ci après,
- conformément au plan de remise en état et schémas des profils annexés au (...) arrêté de prescriptions complémentaires :

Localisation sur le site	conditions de remise en état
Site en général	Enlèvement total des matériels et équipement tels que la drague, etc...

».

Article 4 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement,

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Sous-Préfet de THANN-GUEBWILLER, le Maire de ASPACH le BAS et les Inspecteurs des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Alsace – Champagne Ardenne - Lorraine (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 13 février 2016
Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : Christophe MARX

Délais et voies de recours

(article L 514-3-1 du Titre 1er du livre v du Code de l'Environnement)
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG

- par les demandeurs ou par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.